

PRATIQUES DE L'ANTIFASCISME, FRANCE 2020

Table ronde [AFA-PB](#), [la Horde](#), [Jeune Garde Lyon](#), Coordonnée par [Ugo Palheta](#), [Olivier Roueff](#)

La Découverte | « [Mouvements](#) »

2020/4 n° 104 | pages 147 à 166

ISSN 1291-6412

ISBN 9782348065439

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-mouvements-2020-4-page-147.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Pratiques de l'antifascisme, France 2020

Table ronde¹ avec l'AFA-PB, la Horde et Jeune Garde Lyon

Il existe aujourd'hui en France de nombreuses organisations qui se définissent spécifiquement comme antifascistes. Nous avons souhaité en réunir quelques-unes pour une table ronde qui permette à la fois de mieux les faire connaître et de contribuer à la discussion de leurs analyses, de leurs options stratégiques et de leurs pratiques militantes. La conjonction des agendas militants et sanitaires en a décidé autrement. Trois collectifs ont néanmoins pris le temps de répondre par écrit ou enregistrements audios à quelques questions communes. On y voit des différences d'appréciation, d'élaboration et d'intervention, liées notamment à des analyses différentes du fascisme et de la manière dont il progresse et s'enracine, mais aussi à la vocation spécifique de chaque organisation : La Horde se veut un outil transversal au service des groupes antifascistes, tels que La Jeune Garde Lyon et l'Action Antifasciste Paris-Banlieues (AFA-PB), eux-mêmes forgés dans des contextes sociaux, politiques et militants différents. Mais on y voit également d'indéniables convergences – autour notamment de la perception d'une urgence antifasciste, de l'ancrage dans une histoire qui est aussi une alliance entre générations militantes, ou encore de la double nécessité de l'autonomie antifasciste et de son articulation avec les luttes de classe, antiracistes, féministes et écologiques.

● AFA Paris-Banlieue

Mouvements (M) : *Quand et comment a été créée l'organisation ? Quels étaient le contexte et l'intention stratégique ?*

1. Coordonnée par Ugo Palheta et Olivier Roueff.

A : L'AFA Paris-Banlieue a été créée en 2008 suite à la rencontre entre des ultras du PSG issus du virage Auteuil, des militants révolutionnaires et des héritiers des groupes chasseurs de skins à Paris. La réunion de ces trois entités permettait de dépasser les limites de chacune. Par exemple, l'antifascisme permettait de donner une dimension politique au conflit entre une tribune Auteuil cosmopolite, populaire et fière de l'être et, en face, une tribune Boulogne blanche et nationaliste. Du côté des militants plus traditionnels, qui venaient d'Alternative libertaire, du NPA, des syndicats type Solidaire étudiants, CNT, etc., leurs organisations tenaient des positions de principe cohérentes contre les groupes d'extrême droite, mais s'avéraient un peu plus incohérentes quand il fallait tenir la rue. Il s'agissait donc de donner une dimension plus pratique à un cadre disons un peu théorique. Et c'était plus ou moins l'inverse pour les héritiers des chasseurs de skins, issus des derniers groupes encore actifs à Paris comme le RASH, (l'ancienne) Jeune Garde Paris ou les Soviet Boys : une volonté d'élargir la politisation d'une pratique assez régulière, celle de l'affrontement ritualisé contre les groupes d'extrême droite.

Nos rencontres se sont nouées auparavant dans la rue dans un contexte de renouveau de l'activité contestataire, notamment au cours du mouvement contre le CPE (2006), puis contre la LRU (2009). À cette époque, on assiste aussi à la restructuration des groupes d'extrême droite, qui deviennent plus organisés et s'en prennent de manière frontale aux mouvements sociaux – les attaques du RED, Regroupement des étudiants de droite, en réalité une pâle copie du GUD, celles du Bloc identitaire, celles de Troisième Voie, etc. Il fallait alors les affronter directement, les empêcher d'agir et de se développer dans la rue. L'intention initiale découle de ce contexte, même si ça s'est politisé ensuite : pour la tribune Auteuil, l'affrontement avec la tribune Boulogne, pour les militants syndicaux, les affrontements avec le RED, pour les chasseurs de skins, les affrontements avec la scène skinhead, bonehead, néonazi, etc.

Ensuite ça a beaucoup évolué, avec plusieurs moments pivots. En 2010, il y a la mort de Yann Lorence (lors d'un affrontement entre ultras du PSG) et la reconfiguration conséquente du conflit Auteuil/Boulogne. Les groupes d'ultras sont dissous, les tribunes sont boycottées et l'affrontement se déplace dans la rue, Boulogne rejoignant massivement les groupes d'extrême droite, et Auteuil moins massivement mais de manière réelle quand même l'AFA et le mouvement antifasciste parisien. En 2013, le meurtre de notre camarade Clément Méric (lors d'un affrontement avec des skinheads) nous place soudain sous le feu des projecteurs, dans une espèce d'ouragan médiatique qui nous oblige à nous positionner publiquement, et ce sur deux fronts : contre la tentative de récupération par une sorte d'antifascisme moral, Valls déclarant par exemple « je suis antifasciste », et contre notre stigmatisation par une autre partie du champ politico-médiatique. On commence alors les prises de parole publiques un peu malgré nous, parce qu'on est systématiquement pris dans des séquences dont on n'est pas réellement à l'initiative, que ce soit la mort de Clément ou les épisodes de répression.

Par la suite, on mène des campagnes autour de la « jungle » de Calais, et c'est là que se nouent pour nous en pratique l'antifascisme et l'antiracisme politique : on va manifester contre les groupes d'extrême droite qui s'en prennent aux migrants, et ça engage au même moment des rencontres avec des comités de quartier, notamment Urgence notre police assassine, et avec des luttes anti-impérialistes, autour du mouvement pour Gaza, en 2014, aux côtés des Comités Palestine.

En 2016, c'est évidemment le mouvement contre la loi Travail et l'émergence de nouvelles formes du mouvement social en même temps que de sa répression. Mais cette séquence vient auparavant de la lutte contre l'état d'urgence et contre l'islamophobie. On a été à l'initiative du premier rassemblement contre l'islamophobie après les attentats de *Charlie*, puis, avec d'autres groupes, des banquets contre l'état d'urgence et de plein de petites actions et rencontres, contre la COP21 par exemple, qui ont préfiguré le magma des cortèges de tête contre la loi Travail. De 2016 à aujourd'hui, on s'implique essentiellement dans les mouvements sociaux, avec les Gilets jaunes en particulier, auprès des collectifs de quartier contre les violences policières, et contre la répression politique – puisqu'on est mis dans une espèce de machine à laver judiciaire qui fait qu'à chaque mobilisation des camarades vont en prison.

M : *L'organisation a-t-elle des référents historiques, en France ou ailleurs, qui servent de points de repère, modèles ou contre-modèles ?*

A : On vient de traditions différentes, les gens du stade la tradition du football populaire, les militants syndicaux celle de l'antifascisme de rue de la LCR des années 1970, de la Résistance italienne, de la guerre d'Espagne, les anciens chasseurs de skins celle des Red Warriors ou des Ducky Boys des années 1980, les gens issus de quartier populaire celle du graffiti et du hip hop ou celle des comités de quartier et des luttes contre l'islamophobie, avec pour référence essentiellement le Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB). C'est cette diversité, cette nécessité de la ré-articuler, qui nous a servi de point de repère dans la construction de notre propre héritage politique.

Ces généalogies diverses ont néanmoins en commun un caractère autonome au sens littéral (pas les Autonomes au sens politique), une espèce d'irréductibilité à l'intégration au jeu politique classique. L'antifascisme ne se réduit pas – ceci dit sans méchanceté – à la lutte contre le RN dans une perspective de front électoral. On avait en commun un refus, qui s'armera théoriquement au fur et à mesure, de ce qu'on appelle l'antifascisme républicain, l'antifascisme des dimanches électoraux, parce qu'on pense que l'antifascisme n'a pas de sens s'il n'est pas révolutionnaire. La figure de l'antifa s'inscrit de ce point de vue dans la généalogie du partisan, de l'action combattante. L'antifascisme, c'est d'abord l'héritage d'une frontière politico-militaire qui fracture l'Europe depuis un siècle, l'idée d'une guerre civile internationale entre révolution et réaction. Et ça s'incarne dans le péril rouge, dans la Résistance italienne, dans les révoltes anticoloniales, dans un Georges Guingouin « préfet du maquis » du Limousin,

dans les Black Panthers, dans la colonne Durruti, dans les manifestants de Charonne, dans la Gauche prolétarienne, dans les alliances palestiniennes pendant la guerre au Liban, etc.

Dans cet héritage, il y a enfin deux autres éléments : le contexte d'épuisement et de très large défaite du mouvement ouvrier, et l'émergence d'une espèce de culture postouvrière et postcoloniale dans les années 1980-1990, particulièrement incarnée dans le supporterisme, donnant beaucoup d'importance aux dimensions infra-politiques, aux pratiques culturelles populaires, qui étaient des composantes du mouvement ouvrier à son apogée.

M : Comment définissez-vous le fascisme ? Quelles sont les forces fascistes que vous identifiez comme actives et dangereuses aujourd'hui ?

A : C'est un peu une question piège, parce qu'on a, d'un côté, des gens qui mettent le fascisme à toutes les sauces (Macron c'est le fascisme, la répression policière c'est le fascisme, etc.), et, de l'autre côté, des gens qui limitent le fascisme au RN et autres groupes d'extrême droite et refusent de parler de fascisation de la société. Pour notre part, on observe simplement que le néofascisme français s'est ré-articulé autour du rapport à l'État néocolonial : il y a une sorte de passation de relais régulière pour le monopole de la violence raciste entre les groupes néofascistes et l'État, les forces policières en particulier. L'un se nourrit désormais de l'autre. Les deux exemples les plus emblématiques, ce sont la violence policière dans les quartiers et l'absorption par l'État, par les politiques de tous bords, des campagnes islamophobes de l'extrême droite.

De ce point de vue, les forces fascistes actives et dangereuses ne sont pas forcément les plus évidentes. Bien sûr, le RN est dangereux parce que c'est un parti d'extrême droite qui a l'ambition d'arriver au pouvoir. Mais il joue déjà un rôle majeur dans la radicalisation droitière du champ politique, et ça c'est un danger imminent, avant son accession éventuelle au pouvoir. Le RN est d'abord dangereux dans sa fonction et son articulation avec le libéralisme, plus que dans son opposition au libéralisme.

Les groupuscules d'extrême droite traditionnels sont aussi toujours un danger. On l'a vu avec les Gilets jaunes : tout aurait pu basculer du jour au lendemain, et c'est en étant présent sur le terrain, à la fois contre les groupuscules d'extrême droite mais aussi aux côtés des Gilets jaunes, qu'on a réussi à se sortir de là. Comme les mouvements de demain ressembleront *a priori* de plus en plus à des mouvements alternatifs imprévus tels que celui des Gilets jaunes, où la question de l'extrême droite sera toujours présente, un antifascisme autonome, conflictuel, radical, offensif sera donc toujours indispensable.

Il faut aussi insister sur la police : le racisme d'État a toujours existé, mais il y a quand même une forme de radicalisation aujourd'hui avec l'autonomisation de la police et ce qu'elle implique en termes de danger totalitaire. La lutte contre la police constitue une grosse part de la lutte contre le fascisme quand on veut pratiquer un antifascisme conséquent. Les gens disent souvent : « C'est effrayant, les flics votent à 70 % Le Pen ». Mais

l'enjeu n'est pas de les remplacer par 70 % de gens qui votent Mélenchon. Ce qui conduit les policiers à tuer des Noirs et des Arabes de façon régulière, à marcher armés et masqués vers l'Élysée en 2016, etc., ça s'ancre dans des logiques propres à l'institution et à la généalogie directement coloniale d'unités comme la BAC, par exemple. Il y a une histoire raciste et coloniale de l'État français et de certaines de ses institutions, et l'autonomisation de la police est un bon exemple d'un phénomène qui, pour alimenté qu'il soit par l'extrême droite, ne s'y résume absolument pas. D'autant plus dans un contexte où l'État en a de plus en plus besoin pour réprimer les mouvements sociaux.

Enfin, il faut compter aussi tout un front culturel qui est en train de se développer, avec des gens de l'extrême droite classique, la fachosphère habituelle, mais aussi des extensions pour lesquelles 'fasciste' ne serait pas forcément le mot exact, qui va de *CNews* à *Front populaire* [revue souverainiste], à *Limite* [revue d'écologisme réactionnaire], etc. Ce front culturel joue un rôle considérable dans la fascisation des idées, et il marque bien la porosité et les allers-retours incessants qu'il peut y avoir entre l'extrême droite traditionnelle et un spectre bien plus large qui va d'ailleurs jusqu'à la gauche avec le Printemps républicain. Quand le ministre de l'Éducation reprend l'expression « islamo-gauchiste », ça montre non seulement que ça circule très vite mais que, même si ça a l'air de débats d'idées, ça a des conséquences pratiques extrêmement rapides, comme la menace d'interdiction de certains types de recherches ou de dissolution du CCIF. Quant à l'expression « grand remplacement », qui jusque-là était l'apanage de fascistes type Renaud Camus, elle est maintenant reprise par Alain Finkielkraut tous les samedis matin sur France Culture, et on peut craindre qu'elle succède un jour à celle de lutte contre le « séparatisme ».

M : *Quels sont les groupes et organisations avec qui vous êtes en contact, en réflexion commune, agissez en commun, y compris au niveau international, pour des mobilisations ponctuelles ou de façon plus durable ?*

A : Nos liens renvoient à nos particularités. On est en contact avec des groupes issus du stade, les Bukaneros à Madrid, Iraklis en Grèce. Ce n'est pas qu'un héritage ultra : l'organisation populaire dans les tribunes, autour du football, est quelque chose de très cohérent ; ce n'est pas qu'un endroit où recruter comme certains essaient de le faire. On a aussi des contacts plus politiques avec des réseaux tels que *Infoaut*, l'autonomie organisée en Italie², et d'autres réseaux similaires en Europe, avec lesquels on s'organisait autour des contre-sommets à une époque, aujourd'hui plutôt autour de campagnes communes liées par exemple au Covid, avec les brigades de solidarité populaire au moment du confinement. À l'échelle nationale, une grosse partie de notre travail a été de construire des liens avec les comités de quartier, d'être présent avec les familles, que ce soit avec Urgence notre police assassine pour Amine Bentounsi, Vies volées pour Lamine Dieng puis les comités pour Adama et la famille Traoré ou encore pour Ali Ziri ou Wissam. Pour nous c'est essentiel parce que c'est à l'interface entre la lutte antifasciste et la lutte contre le racisme d'État,

2. *Infoaut* est un portail du mouvement social autonome italien qui relie les centres sociaux, les collectifs étudiants et les luttes pour le logement, le travail et l'environnement.

qui à nos yeux sont des luttes plus ou moins communes. Pour notre génération militante, c'est impératif d'assumer que les quartiers constituent un des secteurs les plus combatifs du mouvement social. Encore faut-il être prêt à le voir et à considérer les révoltes des quartiers comme une part du mouvement social, ce qui nous distingue sans doute de certaines franges du mouvement ouvrier classique.

Enfin, on essaie d'entretenir des contacts aussi avec le champ politique traditionnel, dans une double dimension : avec les groupes autonomes dans les mobilisations, un gros travail de coordination pour contribuer et aussi pour porter un antifascisme autre que celui de certaines organisations de gauche ; et dans des cadres unitaires contre l'extrême droite. On essaie de se placer à l'intersection de ces différentes réalités parce qu'on considère qu'elles ne font sens que quand elles font écho les unes aux autres. La lutte contre Le Pen c'est bien, mais la lutte contre Macron c'est bien aussi, voire c'est mieux. En résumé, une dimension unitaire legaliste, une dimension autonome, conflictuelle, ancrée dans les mouvements sociaux, et une dimension plus politique au sens de construction avec les comités de quartier.

M : Comment voyez-vous la relation entre la lutte antifasciste et d'autres combats (antiraciste, féministe, syndicaux, écologiste...) ?

A : Il faut ici insister sur les dimensions pratiques dans lesquelles on est réellement impliqué. Il y a une dimension théorique, qu'on valide totalement, de l'articulation entre les luttes antifascistes, anticapitalistes, antisexistes, etc. Mais ce qui nous a toujours dérangés, c'est de faire une sorte de listing systématique qui en reste à la position de principe. Régulièrement on nous critique pour notre absence de positions sur un ensemble de questions. La réalité c'est qu'il n'y a pas d'absence de position mais des processus d'implication pratique dans chaque lutte : on en parle uniquement quand on estime avoir une forme de légitimité pratique. Ça a été le cas notamment de l'antiracisme politique. On considérerait que les questions de l'antifascisme et de l'antiracisme politique se rejoignent dans une seule et même lutte. On s'est donc investi concrètement dans les mobilisations de l'antiracisme politique, et on a pu en parler parce qu'on a construit ces liens avec les comités de quartier, et parce que la composition sociale de notre groupe nous le permet : on n'est pas qu'une bande d'étudiants blancs qui prennent position là-dessus, on est composés de jeunes issus de quartiers, de femmes voilées, de jeunes musulmans victimes de l'islamophobie d'État, etc.

L'articulation avec le féminisme se fait aussi, et là on commence justement à en parler parce qu'on a un collectif de militantes qui ont créé une coordination antifa féministe et qui agissent, contre les pseudo-féministes de Nemesis ou dans des coordinations plus larges, avec par exemple le cortège antifasciste du 8 mars. On part donc toujours des réalités pratiques dans lesquelles on milite, à l'école desquelles on est aussi, et au sein desquelles il y a une forme d'élaboration commune. On a bien sûr envie que les rencontres avec les quatre pôles que tu cites se fassent,

si ce n'est pas déjà fait. D'abord parce qu'on pense que c'est important d'être à l'école des luttes, des mouvements sociaux, d'arriver à percevoir où est la conflictualité, de comprendre pourquoi, comment elle fonctionne, comment avancer dedans. Ensuite parce qu'on pense que l'antifascisme est une des articulations utiles pour l'intensification de la conflictualité et de l'antagonisme social. Quand une nouvelle génération de militantes s'engage dans le combat féministe en revendiquant une identité antifasciste, ça produit une ligne féministe anti-carcérale, antiraciste, anti-féminationaliste, revendiquant un usage féministe de l'autodéfense et des formes de lutte radicales dont certaines sont le fruit de leur engagement antifasciste, et qui viennent en retour nourrir l'antifascisme.

M : *Quelle est votre analyse de la situation politique en France aujourd'hui et quel impact est-ce que cela a pour vous sur la stratégie antifasciste ?*

A : Vaste question. De manière générale, on peut dire qu'avec les progrès du néolibéralisme, on vit depuis dix ou quinze ans une forme de crise organique en France, qui se caractérise notamment par un effondrement récent des partis de gouvernement, PS et LR, par une montée électorale significative de l'extrême droite, par une reconfiguration de l'ensemble du champ politique avec l'irruption de forces comme Macron qui sont à la fois inattendues et attendues – énarque, banquier chez Rothschild, il incarne à lui tout seul la fin du clivage gauche-droite pour les partis de gouvernement – mais aussi par une séquence de très grande conflictualité. On ne peut pas isoler cette dernière de celles qui émergent depuis plus longtemps dans les quartiers populaires : l'insurrection de 2005, de notre point de vue, est avec les Gilets jaunes et mai 68 une des principales révoltes populaires des cinquante dernières années. Mais depuis 2016, on observe une intensification avec un renouveau des formes de mouvement social, que ce soit à travers le cortège de tête, dont la généalogie antiraciste et antifasciste est intéressante, les Gilets jaunes, la lame de fond de l'antiracisme politique, le renouveau du féminisme contemporain et le phénomène #metoo, ou enfin évidemment l'émergence de la question écologique.

Face à cela, l'accélération des pratiques autoritaires s'inscrit dans ce que Paul Rocher désigne comme un étatisme autoritaire : la précarisation généralisée que produit le néolibéralisme empêche la production d'un consentement « fordiste », par une sorte de contrat social autour de conditions de vie décentes, et, de plus en plus, les gouvernements ne tiennent plus que par la coercition, dont la première cible, en France, dans la séquence actuelle en tout cas, semble être les musulmans³. On assiste à un déchaînement islamophobe qui est inquiétant à tous points de vue, que ce soit les violences à l'égard des femmes voilées dans la rue, ou la dissolution de l'ONG Baraka City qui, sur le plan du droit, est sans doute un cap gravissime.

Tout ça doit nous conduire à considérer la possibilité du fascisme, mais en disant bien que si cette possibilité est incarnée au premier rang par

3. P. ROCHER, *Gazer, mutiler, soumettre. Politique de l'arme non létale*, Paris, La Fabrique, 2020.

le RN, elle vient aussi de plus loin. Pour consolider le néolibéralisme, la Cinquième République renoue de plus en plus ouvertement avec ses origines putschistes et coloniales, et ça n'a rien d'anodin. Il n'est plus possible de considérer que Marine Le Pen incarne seule la possibilité du fascisme ; au contraire, la continuité néocoloniale, autoritaire et violente à l'intérieur de l'État français fait que la possibilité du fascisme prendra des formes évidemment nouvelles qui impliqueront des personnes et des institutions qui pour certaines auront semblé jusque-là appartenir à un hypothétique front antifasciste face à l'extrême droite.

La tâche stratégique de l'antifascisme doit donc être de sortir absolument de la fausse alternative entre un pseudo-progressisme incarné par Macron et un fascisme incarné par Le Pen. Aujourd'hui, c'est Blanquer, ministre de l'Éducation, qui reprend les mots et se propose d'appliquer le programme du RN mots pour mots, c'est Darmanin qui se plaint de l'existence de rayons casher et dissout sur des motifs fallacieux des organisations de défense des droits des musulmans – toutes choses égales d'ailleurs, le premier décret promulgué par Pétain dissolvait l'ensemble des organisations juives. C'est la police française qui a le monopole de la violence raciste et qui tue chaque année entre 15 et 25 jeunes noirs et arabes. Et il y aurait encore tant à rappeler...

Sortir de cette alternative suppose de réarmer notre camp révolutionnaire et, pour cela, il faut arriver à être sur tous les terrains, c'est-à-dire non seulement continuer de soutenir et de participer activement aux luttes antiracistes, mettre en accusation à la fois le racisme et l'islamophobie d'État et les politiques criminelles contre les migrants en Méditerranée et ailleurs, mais aussi continuer à être très attentif au renouveau du mouvement social. C'est dans cette logique qu'on est intervenu assez activement dans le mouvement des Gilets jaunes, contre une partie de notre camp qui, n'ayant visiblement pas fait le deuil du mouvement ouvrier classique ou n'étant pas capable d'admettre qu'il est dans une position disons embarrassante de faiblesse, a préféré se boucher le nez sous prétexte qu'il y avait une présence réelle de militants fascistes mais aussi des mots d'ordre, un vocabulaire qui ne correspondait pas forcément à ce qu'on attend d'un militant parfait. On a décidé d'y aller parce que refuser cette taxe, c'était une bonne revendication, mais aussi parce qu'il faut voir les situations de manière dynamique. Notre intervention, en tant qu'antifascistes, a été à notre avis décisive pour en exclure les militants fascistes qui tentaient de s'infiltrer, et on l'a fait je dirais intelligemment, sans donner des leçons d'antifascisme dans l'espoir que miraculeusement les gens deviennent antifascistes : on est d'abord arrivé en soutien aux dynamiques d'autodéfense lors des assauts répétés de la police, en soutien lors des blocages économiques, en présence lors des AG ; on a eu cette présence organique au sein du mouvement, aux côtés des Gilets jaunes, notamment en pratique à Rungis, ce qui nous a permis de cliver sur la question du rapport aux militants d'extrême droite et d'exclure les fascistes.

Même si, à l'heure où on parle, la situation semble désespérée, il ne faut pas oublier qu'il y a à peine quelques mois tous les médias faisaient leur

Une sur les violences policières par exemple, et qu'il y a de manière générale une disponibilité subjective à la militance, à des discours révolutionnaires et à des formes d'engagement politique conséquents. Pour autant, on voit bien que cette séquence de grande conflictualité politique est marquée, dans notre camp, par la difficulté à faire parti, à dépasser la fragmentation de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier classique comme nouveau. Il y a une vraie difficulté à faire durer les rencontres, que ce soit entre les Gilets jaunes et les militants révolutionnaires ou les militants des quartiers qui s'y sont engagés : une difficulté à faire émerger des fronts communs, des organisations conséquentes, disciplinées, unies. Réarmer le camp révolutionnaire, c'est donc aussi contribuer, à notre hauteur, à ce que des rencontres entre les différentes réalités des luttes parviennent à durer, dans des fronts larges qui soient capables de proposer des alternatives réelles au néolibéralisme et à la possibilité du fascisme, ceci avec le plus d'écoute, de bienveillance, de loyauté et de disponibilité possible, et en gardant à l'esprit que l'heure est quand même relativement grave.

● La Horde

M : *Quand et comment a été créée l'organisation ? Quels étaient le contexte et l'intention stratégique ?*

LH : L'idée de fonder le collectif La Horde est née d'un double constat fait au début des années 2010. Premier constat : entre 2002 et 2012, l'extrême droite française s'est en partie réinventée, tandis que dans le même temps, et de façon assez paradoxale, l'intérêt à son sujet diminuait dans les médias et dans le monde militant. Pourtant, avec l'apparition des Identitaires puis d'Égalité & Réconciliation, le milieu nationaliste a montré qu'il était capable à la fois de moderniser ses modes d'action et son image, d'utiliser à son profit de nouveaux moyens de communication et, dans le cas de Dieudonné, de s'ouvrir à de nouveaux publics. De plus, alors que tout le monde ou presque considérait au début des années 2000 que le Front national était en bout de course et qu'il ne survivrait pas à son leader de toujours, l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du FN a remis le parti sur les rails, dans une version aseptisée, en tout cas moins facilement sujette aux anathèmes. Avec la Manif pour Tous qui commençait alors à s'organiser, l'extrême droite rappelait que, sur les questions sociétales, elle avait encore les moyens de mobiliser bien au-delà de ses cercles habituels, et donc de peser dans le débat public. Enfin, grâce à un travail de fourmi mené principalement dans la sphère virtuelle, l'extrême droite commençait à se fondre dans le paysage, jusqu'à « disparaître » dans les esprits, alors qu'elle avait simplement évolué.

Second constat : à la même période, Ras l'Front et No Pasaran, deux réseaux qui structuraient chacun à leur façon l'activité antifasciste, disparaissent pratiquement. Des groupes antifascistes autonomes se constituaient, généralement dans l'urgence suite à des agressions par des groupes nationalistes radicaux, mais sporadiquement, et souvent sans contact les uns avec les autres. La disparition de ces deux réseaux a

diminué la visibilité de l'antifascisme organisé, et il n'était pas facile de savoir vers qui se tourner pour être mis au courant des initiatives, pour se procurer du matériel, pour comprendre la réalité de l'extrême droite actuelle et les dangers qu'elle représente. La méconnaissance de ce qu'est la lutte antifasciste s'est amplifiée après la mort de Clément Méric et au moment des mouvements sociaux de la deuxième moitié des années 2010, quand, dans les médias et sur les réseaux sociaux, se dessine une figure fantasmée et caricaturale de « l'antifa » violent et sectaire, à l'élaboration de laquelle l'extrême droite virtuelle contribue évidemment, à grands coups de citations imaginaires (comme celle de Churchill, qui n'a jamais dit que « les fascistes de demain s'appelleraient antifascistes »).

C'est pourquoi, depuis 2012, nous agissons sur trois fronts. D'abord, à travers notre site internet (lahorde.samizdat.net), nous suivons l'évolution, les actions et les écrits des groupes nationalistes par nous-mêmes, en allant sur le terrain et en mettant notre nez là où ils ne le souhaitent pas, pour rappeler ce qu'est réellement l'extrême droite, malgré tous les faux-nez dont elle s'affuble pour se rendre méconnaissable.

Ensuite, nous nous mettons au service des groupes antifascistes locaux qui font le travail de terrain que nous ne faisons pas (ou plus) : en faisant connaître leurs initiatives, en participant à des rencontres entre groupes, en proposant des formations internes ou publiques et, ce faisant, en contribuant à déconstruire les idées reçues sur ce qu'est réellement la lutte politique contre l'extrême droite.

Enfin, nous produisons et diffusons des outils de propagande permettant d'assurer une « présence » antifasciste (des autocollants), des outils pédagogiques (une cartographie mise à jour tous les ans, une chronologie, des brochures, prochainement un jeu de société coopératif...).

M : L'organisation a-t-elle des référents historiques, en France ou ailleurs, qui servent de points de repère, modèles ou contre-modèles ?

LH : Notre antifascisme est issu de l'antifascisme radical des années 1980 et 1990 (une partie des membres de notre collectif faisait partie du réseau No Pasaran, certain-es depuis sa création), qui liait la lutte contre l'extrême droite aux autres luttes sociales, en particulier celles de l'immigration et les luttes anti-sécuritaires. La société française contemporaine s'est constituée, à la Libération, sur le mythe d'une France résistante, et pour cette raison tous les partis politiques se prétendent « antifascistes ». C'est pourquoi, pour affirmer notre distance à l'égard de cet antifascisme républicain et pour être capable d'analyser l'extrême droite dans toutes ses dimensions (et pas seulement comme simple ennemi de la démocratie libérale), nous sommes très claires sur nos positions non seulement à l'égard du racisme de l'État, mais aussi quant aux opérations répressives de l'État contre l'extrême droite : les procédures judiciaires (interdiction, dissolution...) ne sont pas des armes politiques au service de l'antifascisme, mais des outils au service de l'État qui protège ainsi le modèle de société qu'il représente. De même, nous ne considérons pas le vote comme une arme efficace contre l'extrême droite, car il délègue à d'autres le soin de lui faire

barrage : pas question de signer un chèque en blanc aux partis de droite comme de gauche qui ont montré des années durant de quelle façon ils recyclaient les idées de l'extrême droite une fois arrivés au pouvoir !

Autonome donc, notre antifascisme se veut aussi internationaliste, car c'est évidemment la meilleure réponse aux logiques nationalistes : abolition des frontières, libre circulation, solidarité internationale, rejet des logiques de guerre, telles sont les revendications indissociables de notre lutte antifasciste. L'extrême droite se développe dans chaque pays de façon différente, parce qu'elle est le produit de la société qui la voit naître : c'est par la connaissance de la diversité des situations que l'on peut mettre en perspective sa propre situation, saisir les enjeux de l'antifascisme ici et là-bas et organiser des réseaux de solidarité antifasciste internationale.

M : Comment définissez-vous le fascisme ? Quelles sont les forces fascistes que vous identifiez comme actives et dangereuses aujourd'hui ?

LH : Le fascisme, faut-il le rappeler, est un produit de l'entre-deux-guerres. Il s'agit, pour paraphraser Pascal Ory, d'« une droite extrême vécue dans un style de gauche extrême » : c'est une vision du monde autoritaire, populiste, antisociale, anti-progressiste, aristocratique, impérialiste et nationaliste. Si le fascisme cherche souvent à renverser et éliminer le pouvoir en place et les classes dirigeantes, c'est pour installer à la place une nouvelle élite amenée à diriger la nation. C'est également une idéologie où le culte de la violence, qu'elle soit physique ou idéologique, est une valeur positive. Si l'on s'en tient à la définition du fascisme que l'on vient de donner, il n'y a aujourd'hui quasiment aucun groupe nationaliste français que l'on pourrait qualifier de fasciste au sens historique. En dehors de l'Action Française, et dans une moindre mesure des collectifs issus de l'ex-Bastion Social (lui-même issu pour l'essentiel du GUD), la plupart des groupes d'extrême droite actuels n'ont pas de programme politique abouti, et ne se rattachent pas à un courant idéologique précis.

Certains groupuscules ont pu jouer sur l'esthétique fasciste ou une espèce de nostalgie pour se faire remarquer, comme La Dissidence ou les Zouaves Paris mais, en dehors de ces aspects folkloriques, le contenu politique de la plupart de ces groupes est plutôt sommaire : racisme, islamophobie, nationalisme, haine des immigré-es, rejet de l'homosexualité, défense de la « tradition ». Ces groupes n'en sont pas moins dangereux, car leur vacuité idéologique est souvent compensée par un activisme violent : agressions de militant-es et sympathisant-es de gauche, attaques de locaux syndicaux, occupation de locaux d'associations venant en aide aux migrant-es... Au niveau national, on peut évoquer, parmi les plus actifs, les Identitaires et l'Action Française. On assiste également au développement de groupes locaux dans plusieurs villes, parfois avec succès comme à Lyon.

Précisons au passage que nous ne considérons pas le Rassemblement national, par exemple, comme un parti fasciste ou même néofasciste. Le Front national a certes eu des cadres et militant-es se revendiquant

comme tels, comme François Duprat qui fut numéro deux du parti dans les années 1970. Le service d'ordre du FN, le DPS, dans les années 1990, pouvait rappeler des éléments du fascisme italien historique, avec ses bandes armées qui attaquaient ses opposant·es, avec une structure et un fonctionnement paramilitaire. Mais définir le Rassemblement national de Marine Le Pen comme un parti fasciste est selon nous contre-productif, car non seulement il est assez facile de démontrer que ce n'est pas vrai, mais en plus cela n'est pas utile pour le dénoncer pour ce qu'il est : un parti nationaliste, populiste et antisocial, ce qui est déjà beaucoup !

C'est d'ailleurs pour cette raison, et aussi parce que le mot « fascisme » mis à toutes les sauces s'est petit à petit vidé de sa substance, que nous préférons parler d'extrême droite. Ce terme a l'avantage de ne pas avoir d'ancrage historique limité dans le temps, contrairement au fascisme, et il peut aussi contrecarrer l'idée, largement promue par l'extrême droite, que les concepts de gauche et de droite sont dépassés. Cela correspond également davantage à la réalité française, car historiquement, et encore aujourd'hui, les mouvements nationalistes sont avant tout réactionnaires, voire contre-révolutionnaires, et donc « de droite ».

Disons que ce qui caractérise l'extrême droite selon nous, c'est de défendre une vision fondamentalement inégalitaire des rapports entre groupes prédéfinis d'individu·es, impliquant des rapports de domination d'un groupe sur l'autre, ces rapports inégalitaires étant établis principalement selon des critères ethniques et de genre. L'idéologie capitaliste, surtout dans sa version ultra-libérale, assume elle aussi des rapports de classe inégalitaires entre les individu·es, mais sans dresser de barrières infranchissables entre eux, puisqu'elle entretient par exemple le mythe qu'un pauvre peut toujours devenir riche s'il en a la volonté, que l'on peut passer d'une classe à l'autre. Rien de tel à l'extrême droite : si elle est volontiers interclassiste, et s'accommode en général très bien des rapports d'exploitation, c'est pour mieux établir des inégalités plus fondamentales encore, car liées à des caractéristiques présentées comme inaliénables. Pour justifier et défendre cette vision du monde, l'extrême droite s'appuie sur cinq piliers idéologiques fondamentaux : le racisme, le sexisme, le nationalisme, le traditionalisme et l'autoritarisme. Cette définition, un peu sommaire, a l'avantage de correspondre, à des degrés divers, aux groupes et personnalités que nous classons à l'extrême droite.

M : *Quels sont les groupes et organisations avec qui vous êtes en contact, en réflexion commune, agissez en commun, y compris au niveau international, pour des mobilisations ponctuelles ou de façon plus durable ?*

LH : Étant donné l'objectif que nous nous sommes fixé, à savoir être au service des groupes antifascistes autonomes, c'est en priorité avec eux que nous échangeons et auprès d'eux que nous essayons d'être utiles : nous n'allons pas en faire la liste ici, ce serait fastidieux, mais nous avons mis en ligne sur notre site, il y a quelque temps déjà, une carte de France de ces groupes (elle devrait connaître prochainement une version plus dynamique et surtout mieux actualisée !).

Nous participons également régulièrement à des rencontres entre groupes antifascistes, qu'il s'agisse de rencontres de travail ou d'événements publics, comme en organise par exemple Visa, un collectif antifasciste qui intervient principalement sur le champ syndical, mais aussi en soutien aux résistances qui s'organisent dans les villes gérées par le RN.

À travers la diffusion de notre matériel ou en essayant de répondre aux gens qui nous sollicitent, c'est aussi aux individu·es sensibles à la lutte antifasciste mais qui ne sont pas organisé·es collectivement que nous nous adressons, et que nous accompagnons dans leur lutte au quotidien, en particulier en milieu rural ou périurbain, là où le maillage militant est souvent le plus faible.

Enfin, depuis de nombreuses années déjà, nous collaborons régulièrement avec divers groupes, revues et sites de lutte contre l'extrême droite, en particulier en Allemagne, en Suisse, en Angleterre et aux États-Unis.

M : *Comment voyez-vous la relation entre la lutte antifasciste et d'autres combats (antiraciste, féministe, syndicaux, écologiste...) ?*

LH : Pour mener un antifascisme digne de ce nom, il faut que sa fin et ses moyens soient clairement replacés dans un projet global de changement social, de critique de l'État et du capitalisme. Le mouvement antifasciste autonome contemporain est, depuis son émergence dans les années 1980, profondément lié à toutes les formes de résistance aux discriminations, aux injustices et à l'autoritarisme, en particulier celui de l'État : contre les meurtres sécuritaires et la « double peine » dans les années 1980, aux côtés des sans-papiers, dans les mouvements sociaux dans les années 1990, dans les contre-sommets internationaux et les luttes environnementales dans les années 2000... C'est toujours le cas aujourd'hui. Les antifascistes ne sont pas, contrairement à ce que l'on essaye de faire croire, des militant·es « obséd·es » par l'objet de leur lutte : leurs activités militantes vont toujours, et c'est heureux, au-delà de la simple opposition à l'extrême droite, et elles s'accompagnent de pratiques plus constructives, que ce soit pour faire vivre un lieu, participer à des actions d'aide aux plus démun·es, aux migrant·es...

Mais, à l'inverse, les militant·es engagé·es sur d'autres terrains de lutte doivent eux et elles aussi se réapproprier la lutte antifasciste. Il est dangereux, quelle que soit la lutte que l'on porte, de ne pas être vigilant·e sur ce point, car aujourd'hui plus que jamais, l'extrême droite tente de s'inviter dans les mouvements sociaux (on l'a vu avec les tentatives de récupération des Gilets jaunes) ou de détourner à son profit des luttes qu'on pense toujours ancrées à gauche, comme la question écologique ou celle des violences faites aux femmes. Il est bien entendu tentant de laisser la lutte contre les mouvements nationalistes aux groupes antifascistes, car c'est un combat bien souvent ingrat, chronophage et politiquement risqué, à cause de questions mal posées comme celle de la violence ou celle de la liberté d'expression. C'est pourquoi l'un des défis pour les groupes antifascistes aujourd'hui, c'est de réussir à sensibiliser les forces politiques qui luttent pour la justice sociale et l'émancipation de la nécessité de ne pas

laisser la lutte contre l'extrême droite aux seuls groupes autoproclamés antifascistes : ce que, dans une campagne en 2014, nous avons résumé avec le slogan « l'antifascisme, c'est l'affaire de toutes et tous ».

M : *Quelle est votre analyse de la situation politique en France aujourd'hui et quel impact est-ce que cela a pour vous sur la stratégie antifasciste ?*

LH : Difficile de dire si la société française est plus raciste ou plus sexiste qu'auparavant, mais une chose est sûre, la parole xénophobe, islamophobe et antiféministe s'est « libérée ». Non seulement elle sature les réseaux sociaux et tourne en boucle dans une partie des médias mainstream (comme *Sud Radio* ou *Cnews*), mais elle continue, paradoxalement, à passer pour une forme de résistance à la « bien-pensance », au discours établi. Logiquement, on peut constater que la présence de l'extrême droite est de mieux en mieux tolérée, y compris de la part de celles et ceux qui déclarent ne pas partager ses idées. Il y a vingt ans, quand le FN se retrouvait sur un plateau télé, sa présence sentait le soufre et était un événement commenté le lendemain ; aujourd'hui, ce n'est qu'un invité parmi d'autres, et la « petite phrase » qui fera scandale ne sort pas forcément de sa bouche...

Le fait que le RN, loin s'en faut, ne soit plus le seul à incarner ce discours et le délabrement dans lequel se trouvent les Républicains ouvrent un espace politique pour une droite « décomplexée » : iels sont nombreux·ses, comme les époux Ménard par exemple, à rêver d'un grand mouvement d'union de toutes les droites, des conservateurs aux identitaires. Des titres comme *Valeurs actuelles* ou *L'Incorrect* sont clairement dans cette dynamique. Pour le moment, même si des personnalités comme Eric Zemmour ou Marion Maréchal peuvent faire consensus, il manque toujours à ce courant une figure autour de laquelle se rassembler. Mais pour combien de temps ?

Cette banalisation de l'extrême droite et de ses idées est bien sûr rendue possible à la fois par un contexte de crise économique qui favorise le repli sur soi, et par la prétendue « virginité » politique des mouvements nationalistes, qui n'ont été associés à aucun gouvernement depuis plus de 70 ans. Mais elle est aussi le fruit du travail métapolitique effectué par l'extrême droite elle-même, qui a su depuis une quinzaine d'années faire évoluer son image au point d'être parfois méconnaissable ou, dans un renversement des valeurs plutôt culotté, se faire passer pour une victime, en particulier par une manipulation crapuleuse de la liberté d'expression.

Plusieurs éléments permettent de comprendre cette tolérance à la présence de l'extrême droite dans le débat public et parfois même dans la contestation sociale. D'abord, depuis des années, à force d'être mises en pratique par les différents gouvernements successifs, de droite comme de « gauche », les idées défendues par l'extrême droite ont fini par gagner un certain crédit. Ensuite, une sorte d'amnésie générale, feinte ou pas, voudrait faire du racisme et du sexisme des opinions comme les autres, et des partis nationalistes des solutions qu'on n'a « jamais essayées », au

mépris de toute vérité historique. Enfin, une grande confusion dans certains esprits en colère voit dans tout ennemi du « système » un allié potentiel, sans que ce fameux « système » ne soit jamais clairement défini, et sans qu'on se demande si on partage autre chose avec cet « allié ».

Cette situation préoccupante fait que la lutte antifasciste consiste certes à se donner les moyens de résister au climat de peur que veulent instaurer les groupes violents d'extrême droite, mais aussi et surtout à proposer des alternatives en actes aux fausses solutions du discours nationaliste et raciste, à déconstruire les idées toutes faites sur l'antifascisme perçu comme une opposition stérile entre deux groupes antagonistes coupés du reste de la société. Ni meilleur ni pire qu'un autre, le combat antifasciste, lorsqu'il s'inscrit dans une perspective de changement social, doit redevenir légitime, et ce d'autant plus que de nombreux groupes d'extrême droite prétendent incarner une alternative au modèle social en place.

● La Jeune Garde – Lyon

M : *Quand et comment a été créée l'organisation ? Quels étaient le contexte et l'intention stratégique ?*

IJG : D'abord nous voudrions dire que, si nous prenons le temps de répondre à toutes ces questions, c'est parce que nous portons une réelle attention à ce type de projet, même si limité, car nous ne sommes pas de grands « intellectuels » de l'antifascisme. Pour des soucis de sécurité nous ne pouvons cependant pas répondre à toutes les questions en profondeur.

La création de l'organisation n'a pas de date précise mais, en janvier 2018, elle était debout. Nous nous sommes simplement annoncés sur les réseaux sociaux (principalement sur Facebook) mais aussi auprès des organisations syndicales ou politiques locales, comme par exemple le NPA, la CGA, la CNT, le centre LGBTI, la CGT... Le contexte lyonnais est très particulier puisque l'extrême droite « radicale » est extrêmement présente. La Jeune Garde Lyon ne s'est pas créée d'un coup, d'un seul, mais est plutôt issue d'un cocktail entre de jeunes militants sans repères sur les luttes antifascistes abandonnées durant quelques années à Lyon, et des militants plus vieux avec beaucoup d'expériences à transmettre.

Côté fasciste, à notre création, le Bastion Social (BS) est déjà bien en place, mène des offensives violentes à l'encontre de la population lyonnaise (au moins une attaque par semaine dans le quartier de la Croix-Rousse, historiquement de « gauche »). Ils maintiennent aussi des actions de propagande plusieurs fois par semaine (récoltes alimentaires, tractages, collages...) à découvert. Le point central de leurs activités est la tenue d'un local, « Le Pavillon Noir », situé dans le Vieux-Lyon. À ce moment il existait encore publiquement un local de l'Action Française, un local du Parti Nationaliste Français ainsi que les deux locaux de Génération Identitaire (les seuls toujours ouverts). Un petit indicateur sur la situation des fascistes lyonnais : au moment de notre création, tous les groupes lyonnais, TOUS, ont leurs photos non-floutées sur les réseaux sociaux et

tiennent des activités quotidiennes publiques (par exemple tous les mardis soir à tel endroit il y a un tractage).

Si côté fasciste tout roule, ce n'est pas vraiment le cas dans notre camp. Côté antifasciste cela fait plusieurs années qu'il n'y a plus de réponses conséquentes aux avancées fascistes. Il n'existe plus d'outils d'autodéfense et encore moins d'outils permettant de les faire reculer. Cela s'explique notamment par l'accaparement de la lutte antifasciste par quelques autonomes à la devanture « radicale » (qui en réalité n'assument aucun rapport de force concret avec les groupes fascistes). Ce qui provoque une fuite des organisations traditionnelles et propices à la lutte antifasciste (nous pensons notamment à la CGA, aux syndicats, au NPA, etc.). Le peu d'initiatives existantes sont lancées par le GALE (Groupe Antifasciste Lyon et Environs) avec des rassemblements qui ne dépassent que trop rarement la centaine de personnes, sans service d'ordre et avec des pratiques non unitaires.

Notre tâche était donc simple : dans un premier temps, exercer une autodéfense de nos manifestations et rassemblements mais aussi opposer un véritable rapport de force quant aux attaques fascistes notamment sur le quartier de la Croix-Rousse. Redonner confiance, dans la pratique, à notre camp et inciter les organisations à mener à nouveau des initiatives antifascistes. C'est pourquoi nous avons lancé une inter-organisation contre le local fasciste du Bastion Social, l'une des organisations fascistes les plus en vue et aussi la plus active dans les rues lyonnaises, mais aussi mené un travail de terrain, complètement abandonné les années précédentes, auprès des habitant·es et commerçant·es notamment dans le Vieux-Lyon. Nous faisons le choix plus généralement de viser des objectifs très précis pour avancer petit à petit avec le plus d'efficacité possible, plutôt que de nous éparpiller dans tous les sens avec des mots d'ordres satisfaisants mais non concluants.

M : L'organisation a-t-elle des référents historiques, en France ou ailleurs, qui servent de points de repère, modèles ou contre-modèles ?

LJG : Le nom « Jeune Garde » n'est pas un hasard, il fait évidemment référence aux Jeunes Gardes Socialistes et Communistes qui virent le jour dans les années 1930 en réponse aux offensives fascistes. Nous pensons sincèrement que l'autodéfense doit faire partie intégrante de la lutte antifasciste tant la violence fait partie intégrante des pratiques fascistes. Évidemment la période des années 1930 n'est pas tout à fait le même contexte qu'aujourd'hui et nous devons adapter nos pratiques à la situation actuelle. Cependant nous prenons exemple dans la discipline et l'efficacité de ce type d'organisation. La volonté de ces organisations de faire de la lutte antifasciste une lutte massive de classe est primordiale pour nous.

A contrario, nous avons observé ces dernières décennies un déclin assez conséquent du mouvement antifasciste. Enfermé dans des codes qui lui sont propres, notamment en développant une subculture (culture skinhead, punk...), parfois même à effet repoussoir pour le reste de notre

classe. Certains groupes autonomes se sont appropriés la lutte antifasciste, en partie par souci de recherche de « radicalité politique » mais aussi parce que les organisations plus traditionnelles du mouvement ouvrier ont abandonné les pratiques d'autodéfense. Une partie de la jeunesse militante s'est donc logiquement tournée vers des groupes apparaissant un peu plus « offensifs ».

Nous nous sommes inspirés aussi des exemples d'autodéfense plus actuels, comme ce qu'il peut se passer notamment en Turquie ou en Grèce, dans certains quartiers ou campagnes. Si, volontairement, nous ne prenons pas de position claire sur le fait de nous ranger derrière des mouvements communistes, libertaires ou socialistes, c'est que nous avons la volonté commune et le souci stratégique de l'unité pour combattre le fascisme.

M : Comment définissez-vous le fascisme ? Quelles sont les forces fascistes que vous identifiez comme actives et dangereuses aujourd'hui ?

IJG : Nous définissons le fascisme comme un mouvement plus ou moins indépendant des organisations qui s'en proclament. Comme cela peut être le cas pour le communisme ou le capitalisme. Le fascisme est une société qui ne rompt pas avec le capitalisme dans son mode de production mais qui est capable d'être en opposition avec des franges entières de la bourgeoisie. Si la bourgeoisie peut très bien s'accommoder d'une société fasciste pour préserver ses intérêts, il est important de noter que les fascistes se développent dans une certaine autonomie vis-à-vis de la bourgeoisie.

Une des priorités des fascistes est la question raciale et l'épuration ethnique. Que ce soit à travers une religion, une couleur de peau, une langue, des fois un peu tout ça en même temps. Par exemple, en France, il y a l'idée de retrouver ce qui serait « vraiment français » : les fascistes entendent les Blancs, si possible catholiques. Si le racisme est un élément incontournable pour les fascistes, ils s'attaquent aussi aux luttes de l'émancipation sociale et à tout ce qu'ils considèrent comme déviant. C'est pour cela qu'ils s'opposent féroce aux droits des femmes, des LGBTI... Les fascistes veulent une nation qui ne rencontre aucune opposition en son sein.

L'aspect anti-démocratique est aussi évidemment central. L'utilisation de l'appareil d'État pour le contrôle des masses est poussée au plus haut niveau. Cela s'accompagne d'une violence extrême avec la formation de milices, avant l'accès au pouvoir et même possiblement après (quand bien même les fascistes contrôlèrent la police et l'armée). Une des caractéristiques importantes du fascisme est qu'il est forcément massif, au sens où il appuie sa légitimité sur l'engagement des masses dans le projet politique fasciste. La bourgeoisie actuelle, dans une démocratie libérale, n'a pas besoin forcément de s'appuyer sur les masses, en dehors des échéances électorales, alors que le fascisme si. Aujourd'hui, aucune organisation, pas même le Bastion Social ou Génération Identitaire, ne peut prétendre au fascisme, car il n'y a justement pas ce mouvement de masse.

Si les scores électoraux du Rassemblement national sont massifs, cela n'a pas de traduction concrète dans des mobilisations de masse de rue par exemple ou dans la formation de milices.

Cependant, ces dernières années, l'extrême droite et les réactionnaires de tous poils ont marqué des points de façon conséquente dans la bourgeoisie et la société dans son ensemble. Des mots d'ordres racistes islamophobes comme ceux de Génération Identitaire sont maintenant repris dans l'ensemble de la sphère politique et médiatique. Lors des « Manif pour tous », l'Action Française a réussi à influencer une grosse partie de la jeunesse mais aussi à recruter de futurs militants.

Le mouvement des Gilets jaunes est aussi un marqueur préoccupant : l'extrême droite tente dorénavant de s'accaparer ouvertement des mouvements sociaux de masse. Heureusement, la riposte de notre camp social a su dégager les fascistes en milieu de mouvement. Mais cet exemple est inquiétant parce que, dans un premier temps, nos organisations politiques ont eu peur (notamment à Lyon) d'occuper la rue aux côtés des Gilets jaunes. Il n'est pas possible pour nos organisations de fuir des mouvements sociaux à cause de la présence fasciste : celle-ci manifeste une montée en puissance réelle, et il faut la stopper.

Si le groupuscule d'extrême droite le plus dangereux actuellement est Génération Identitaire, par l'influence qu'il a réussi à obtenir et par l'extrême radicalité dont il fait preuve (les exemples à Lyon ne manquent pas...), l'organisation qui a le plus de « potentiel » fasciste reste le RN. Tout simplement parce que c'est l'organisation d'extrême droite la plus proche du pouvoir. Le RN pourrait très bien s'en tenir au maintien de l'échiquier actuel, avec évidemment une accentuation ultra forte de l'appareil répressif de l'État, de la violence, du racisme, etc. Mais il pourrait aussi devenir le fer de lance d'un mouvement fasciste si tout à coup les masses venaient à s'emparer de ses programmes.

M : *Quels sont les groupes et organisations avec qui vous êtes en contact, en réflexion commune, agissez en commun, y compris au niveau international, pour des mobilisations ponctuelles ou de façon plus durable ?*

IJG : Notre pratique antifasciste se caractérise par un travail unitaire, une sorte de « front unique », c'est pourquoi nous participons et nous agissons fortement dans l'inter-organisation lyonnaise « Fermons les locaux fascistes » (la liste des signataires est plutôt large, avec les organisations syndicales et politiques classiques du mouvement ouvrier, mais aussi des acteurs associatifs moins « politiques » et pourtant soucieux de la présence de l'extrême droite).

Nous ne rentrons pas plus dans le détail de cette question pour des soucis de sécurité, mais nous avons vocation à travailler le plus largement possible avec toutes les organisations qui se réclament de l'antifascisme, et même celles qui ne s'en réclament pas mais qui sont de fait objectivement des alliés antifascistes (organisations antiracistes, féministes, LGBTI, etc.). Nous sommes évidemment attentifs aux idées véhiculées par telle ou telle organisation, mais nous sommes aussi très attachés aux pratiques

qu'une organisation peut exercer concrètement. Par exemple nous pourrions être en désaccord sur le fond avec certaines organisations mais, dans la pratique, notamment au sein des inter-organisations, nous pouvons tout à fait travailler avec elles.

M : *Comment voyez-vous la relation entre la lutte antifasciste et d'autres combats (antiraciste, féministe, syndicaux, écologiste...) ?*

IJG : Nous considérons logiquement que la lutte antifasciste ne peut être déconnectée des luttes pour l'émancipation sociale. Nous avons conscience que le fascisme ne pourra être anéanti que si nous sortons d'une société de classe, sans quoi le fascisme réapparaîtra sans cesse. C'est pourquoi nous tentons de lier nos luttes antifascistes aux luttes sociales en général. Nous considérons l'antifascisme comme un outil d'autodéfense de notre classe.

Cela passe évidemment par la participation à d'autres mouvements que le seul mouvement antifasciste mais aussi par la création de liens directement avec les habitant-es de nos quartiers afin de ne jamais être déconnectés des réalités de notre classe. Plus notre camp social engrange des victoires, qu'elles soient syndicales, antiracistes, antipatriarcales ou écologistes, plus cela participe du recul de l'extrême droite. À l'inverse plus notre camp encaisse des défaites plus cela laisse de la place à l'extrême droite.

Pendant, si nous voyons la lutte contre le fascisme de façon large et globale, d'un point de vue stratégique nous pensons que les organisations spécifiques à cette lutte doivent se focaliser principalement sur les outils de l'extrême droite, à savoir ses organisations, médias et personnalités politiques. Sinon le risque est de s'éparpiller sur de nombreuses tâches qu'une petite organisation autonome ne peut régler d'elle-même – et qui sont pris en charge par d'autres organisations spécifiques ou alors, dans l'idéal, par un parti ou une organisation massive qui permet de lutter sur tous les fronts.

Très concrètement, lorsque nous participons, par exemple, à un rassemblement écologique, nous tentons de lier cette question à la situation de l'extrême droite : qu'est-ce que l'extrême droite dit à ce sujet ? Qu'est-ce qu'elle entreprend ? Etc. Notre rôle, en tant qu'organisation antifasciste, est de sans cesse lier les luttes que l'on mène ou auxquelles on participe à notre vocation spécifique, à savoir de constituer un véritable obstacle à l'extrême droite : en somme faire de l'antifascisme.

M : *Quelle est votre analyse de la situation politique en France aujourd'hui et quel impact est-ce que cela a pour vous sur la stratégie antifasciste ?*

IJG : Nous pensons avoir répondu en partie dans les questions précédentes, et répondre à cette question pourrait prendre énormément de temps... Nous avons aussi des avis très divergents au sein de notre organisation sur la situation politique globale, mais nous sommes évidemment plus ou moins en accord sur la situation de l'extrême droite.

Très brièvement, nous pensons que l'extrême droite représente un véritable danger. D'une part, quotidiennement à Lyon, les groupuscules fascistes ont réussi à imposer leurs calendriers et ont pu mener de véritables ratonnades sans rencontrer aucune opposition (heureusement moins dorénavant). D'autre part, sur le plan national, une organisation d'extrême droite, le RN, est aux portes du pouvoir. Évidemment le contexte y est pour beaucoup : crises économiques et sociales, remaniement gauche/droite, échec sur échec de notre camp, etc.

Dans le même temps que l'extrême droite s'impose électoralement et aussi culturellement (à travers les idées qui sont maintenant reprises par une bonne partie de la société), des franges commencent à particulièrement se radicaliser. Le nombre d'agressions, en tout genre, a considérablement augmenté mais, plus grave : les projets d'attentats terroristes deviennent très concrets. Sur le plan international, c'est une course à la radicalité de la part de toutes les extrêmes droites. Les attentats terroristes menés par des organisations comme Daech ont aussi permis aux fascistes locaux d'assumer une radicalité bien plus importante qu'auparavant.

Nous pensons que stratégiquement il faut maintenant se concentrer sur l'objectif de détruire, ou au moins d'endommager, les outils qui permettent la progression de l'extrême droite. En menant notamment des campagnes qui peuvent paraître très « simples » comme la fermeture de locaux fascistes. Bien évidemment fermer un local fasciste ne détruit pas l'extrême droite dans son ensemble, loin de là, mais, à travers une campagne très précise, nous pouvons pointer de nombreuses questions politiques bien plus globales (antiracisme, combat de classe, féminisme...).

Nous considérons l'antifascisme comme une sorte de service à notre classe et allant même jusqu'à la survie pour notre camp social et politique. Si jamais le fascisme venait à voir pleinement le jour, alors il sera particulièrement difficile de s'en remettre. C'est une lutte en « réaction » et, pour cela, elle doit sans cesse rechercher l'unité dans notre camp, dépasser les projets de société clairement définis par des organisations politiques comme le communisme, l'anarchisme ou autre... D'un point de vue stratégique, nous ne pouvons nous cantonner à pratiquer l'antifascisme sous le seul prisme d'un parti ou d'une organisation politique. L'unité doit être un objectif concret pour cette lutte, à court et moyen terme, notamment dans un but de massification de l'antifascisme et d'efficacité concrète. L'antifascisme doit cependant être lié et entretenu par les organisations du mouvement ouvrier, sans quoi elle devient petit à petit une simple lutte morale ne visant plus la défense de nos intérêts de classe. ●